



LE CANARD PATRIOTE

EDITORIAL

Amis lecteurs, le premier numéro du Canard patriote a été attribué par nombre d'entre vous à l'extrême droite. Nous nous y attendions. En lançant ce journal, nous savions que le chemin serait difficile, que les amalgames auxquels les Français ont été habitués joueraient contre nous.

Mais nous persisterons, car la France est bien en guerre ! Le monde est à ce point devenu subtil et pervers qu'il n'y a plus besoin de soldats en armes pour conquérir de nouveaux territoires, piller des richesses, réduire des populations en esclavage. L'Etat et ses outils de défense sont démantelés au nom du développement économique, notre sol est envahi et nos biens sont pillés au nom de la solidarité internationale, nos esprits sont contraints à la pensée unique au nom de l'humanisme. Autant d'artifices intellectuels qui, pareils aux trompettes de Jéricho, ont réussi hier à faire tomber les remparts de notre cité, nous empêchent aujourd'hui de les relever.

Un paysan qui se suicide est-il réellement un exploitant qui n'aurait pas réussi à s'adapter aux nouveaux défis de la mondialisation ? Non, il s'agit d'un Poilu engagé en première ligne dans les tranchées boueuses de la guerre économique. Confronté au stress, aux blessures de l'ennemi, à la solitude morale enfin, il a fini par s'écrouler. C'est donc un héros à bout de souffle qui est tombé au champ d'honneur, faute d'avoir été soutenu par son état-major et ses concitoyens.

Faut-il sérieusement accepter que l'Europe plaide coupable à l'égard des immigrés qui font naufrage au large de nos côtes ? Non, nous ne sommes pas responsables de toute la misère du monde, ni responsables des rêves que poursuivent, au péril de leur vie, les candidats à l'immigration illégale, encore

moins responsables de l'état déplorable des embarcations sur lesquelles ils sont entassés en sur-nombre. La solidarité et l'assistance à personnes en danger sont normalement destinées à corriger les mauvais coups du sort. Elles sont devenues aujourd'hui les deux derniers maillons d'une chaîne de trafic humain engraisant des réseaux criminels, réseaux qui ont cyniquement intégré notre culpabilité malade dans leur stratégie et nos moyens de secours dans leur dispositif. Ce que nous percevons comme une main tendue est, pour l'instant, l'appât de leur système prédateur qui capte des milliers d'euros pour chaque clandestin embarqué et qui promet toujours plus de drames humains – avec de plus en plus d'enfants et de femmes parmi les victimes.

Avons-nous vraiment à choisir entre l'Europe libérale et la fin de la construction européenne, entre l'immigration débridée et la fermeture complète de nos frontières, entre la France blanche catholique et l'éclatement du pays en communautés ethniques et confessionnelles ? Non, il existe, sur tous ces sujets, une troisième voie. Pour que celle-ci soit possible, il nous faudrait tout d'abord reconstituer un socle de valeurs communes, capable de transcender les différences, capable de résister aux idéologies destructurantes qui nous sont aujourd'hui imposées. Il nous faudrait reconstituer aussi un espace



géographique maîtrisé et protégé – au sein d'une Europe des nations. A partir de là, nous pourrions décider de notre destin. Il ne s'agirait pas de se fermer au monde globalisant, mais de s'ouvrir à lui, sereinement, en situation de force.

Devons-nous voir enfin, parmi les chantres des bons sentiments, qui se posent en adversaires du fascisme, d'authentiques humanistes ? Non, les sacrifices qu'ils nous réclament n'amputent en rien leur fortune personnelle qui, bien au contraire, se construit et s'accroît au fil de leurs sermons. Ils ne sont que les artisans de ces artifices intellectuels qui nous privent de notre bon sens et de notre instinct de survie alors que l'ennemi, dont ils sont devenus les complices, a déjà un pied dans nos murs.

Bien entendu, crier à l'ennemi ne suffit pas. Nous traiterons aussi, dans nos numéros, de notre individualisme outrancier, de notre ignorance de l'histoire, de nos divisions internes, de nos lâchetés et nos compromissions..., qui sont d'abord en cause.

La rédaction



DISCOURS DU 24 OCTOBRE 2013 D'UBU-LE-BIENFAITEUR¹

Mes chers amis, mes sœurs, mes frères, moi, Ubu-le Bienfaiteur, et ceux qui partagent mes idéaux, nous sommes venus ce soir vous témoigner notre soutien. Jusqu'ici, le monde avait dénigré vos droits fondamentaux, considérant que le fait de ne pas pouvoir distinguer le bleu du rose, et le rose du bleu, relevait d'une perversion congénitale ou d'un choix diabolique. Votre seule faiblesse fut en réalité d'être en minorité dans un monde dominé par l'obscurantisme et la méchanceté. Dans sa marche vers le progrès, l'humanité a enfin reconnu les hommes égaux entre eux, quelle que soit leur perception des couleurs. Car, il est désormais démontré et admis que nous n'avons jamais été conçus pour porter tous la même rétine. (*Applaudissements.*)

Mais, votre douloureux parcours à travers le temps devrait-il s'achever ainsi, sur le simple constat de votre humanité pleine et entière ? Pensez-vous sérieusement possible d'effacer des siècles d'humiliations et de persécutions sans que la balance ait

d'abord penché de votre côté ? Non, certainement pas ! Il ne saurait être question d'égalité tant que vous n'aurez pas goûté vous aussi au sentiment de toute-puissance dont la majorité s'est si longtemps régalée à vos dépens. (*Murmures d'incompréhension.*)

Donnez-nous vos voix et moi, Ubu-le Bienfaiteur, et ceux qui partagent mes idéaux, nous promettons de vous offrir les armes d'une revanche digne de vos souffrances passées. Nous déclarerons et ferons reconnaître que le bleu et le rose n'existent pas, qu'ils n'ont jamais existé, qu'ils n'ont été inventés que pour diviser l'humanité. Nous ne parlerons plus que de la couleur *blose* ! (*Applaudissements !*)

Nos textes de loi, nos manuels scolaires ainsi que nos ouvrages scientifiques et littéraires seront tous corrigés dans ce sens. Nous verrons tous voler des flamants *bloses* dans un ciel *blose*. (*Applaudissements !*)

En attendant que les anglo-saxons nous suivent dans notre révolution égalitaire à portée universelle, nous traduirons indifféremment *blue* et *pink* par *blose*. Nous allons ainsi ouvrir une nouvelle ère sous le signe de l'égalité,

mais cette fois d'une authentique égalité, fondée sur la disparition des différences. (*Ovation !*)

Nous financerons avec l'argent public des associations de lutte contre la *blosophobie*. Ces associations seront les vôtres ! Elles vous permettront de chasser tous ceux qui persisteront à revendiquer l'existence du bleu et du rose. Pour les mettre à votre merci, nous inventerons de nouvelles lois, et notamment le délit d'incitation à la haine chromatique. Notre institution judiciaire vous permettra de les persécuter avec cette même férocité qui fut autrefois la leur à votre égard.

Votre engagement au sein de ces associations vous assurera une réputation d'humaniste dans les médias, vous ouvrira de belles carrières politiques à nos côtés, vous garantira un train de vie qu'aucun métier honnête ne pourra jamais vous offrir ! (*Applaudissement !*)

Pour terminer, mes chers amis, mes sœurs, mes frères, moi, Ubu-le-Bienfaiteur, je lance ici solennellement le slogan qui portera notre combat commun : « Nous sommes tous des *bloses* ! ». (*Ovation !*)

LORSQUE LA SOCIETE SE CONSTRUIT AUTOUR DE L'INDIVIDU-ROI

La France, comme d'ailleurs l'Occident en général, est entrée au cours des années 1970 dans une phase de régression psychologique. Le fragile équilibre entre « je » et « nous », qui avait succédé à la toute-puissance du groupe (le « nous-roi » des sociétés traditionnelles), a été rompu mais, cette fois, à l'avantage de « je », l'individu.

J'ai envie de me saouler sans limite toute la nuit ? Pas de problème, en cas de coma éthylique, le transport jusqu'à un service des urgences ainsi que mes soins seront pris en charge par la société. Je vais me réveiller avec une gueule de bois à l'heure du travail ? Pas de problème, j'irai voir mon médecin de famille qui me donnera un arrêt maladie. Je veux faire du ski hors-piste ? Faire de la vitesse sur une route

départementale ? Pas de problème, en cas d'accident, on m'enverra des secours, gratuits. Gare à ceux, secouristes, médecins, etc., qui ne rempliraient pas leurs obligations à mon égard ! Si je provoque des morts en montagne ou sur la route ? Pas de problème, on ne pourra jamais me reprocher plus que l'homicide involontaire – avec donc, au pire, du sursis – ma quête du plaisir étant légitime.

¹ Discours enregistré en micro-caché par notre envoyé spécial *Moktar* (pseudonyme), infiltré incognito dans le public lors du III^e Congrès des *bloses*.



Je veux être un humaniste ? Pas de problème, j'exigerai que tous les miséreux du monde puissent venir s'installer en France, s'y faire soigner gratuitement et y toucher des aides sociales. Gare à ceux qui s'opposeraient à mon droit à la générosité !

Je veux de l'argent facile ? Pas de problème, je vais dealer de la drogue ou braquer un commerce. Gare à ceux qui m'en empêcheraient, car j'ai droit comme tout le monde à une place au soleil.

Je veux un bébé sans père ? Pas de problème, il y a des aides sociales pour ça, le don anonyme de sperme et bientôt la procréation médicalement assistée. Je veux un bébé sans mère ? Il y aura un jour la gestation pour autrui. Gare à ceux qui me priveraient de mon droit à l'enfant !

La responsabilité de chacun dans la prévention de la maladie et de l'accident ? Le coût exorbitant de la santé qui ne cesse de creuser le déficit public ? La misère des nationaux qui ne peuvent plus ni se loger ni se faire soigner correctement ? La montée de la délinquance qui participe au délitement du corps social ? La souffrance des adultes à la recherche de leur filiation biologique ? Ce ne sont là que faux problèmes ! La liberté de chacun n'est pas négociable. Il y a suffisamment d'argent chez les riches, allons le chercher ! Il y a des logements vacants qui ne demandent qu'à être occupés. Les délinquants sont avant tout des victimes de l'injustice sociale, c'est donc à celle-ci qu'il faut s'attaquer. Dans la construction d'un enfant, il n'y a que l'amour qui compte. Ceux qui prétendent le contraire sont des fachos, des réacs, des égoïstes, des salauds. Nous allons d'ailleurs faire des lois pour leur interdire de s'exprimer librement, car leur discours de haine est une menace pour la cohésion sociale et le progrès de l'humanité.

La société a cessé d'être un ensemble cohérent porté par l'idéal d'un vivre-ensemble qui respecte l'autre. Elle est devenue une somme de « je-rois ». Aujourd'hui, si « je » agresse

« nous », c'est quand même « je » qui sera au centre de toutes les attentions. « Nous » est impersonnel. Lui rendre sa juste place menacerait aussi et surtout la suprématie de « je-roi », auquel chacun s'identifie.

Dans sa lancée, « je-roi » s'est également affranchi de tout ce que la réalité lui impose d'angoissant et de contraignant, préférant se construire un monde virtuel protégé sur ses frontières par « nous ». L'accident, la maladie et la mort ont ainsi quitté l'univers de « je-roi ». Lorsqu'ils y font un retour fracassant par la force de la réalité, ils sont interprétés comme une intrusion anormale, imputable à « nous » : la faute à la société qui n'a pas su anticiper, au corps médical qui n'a pas su soigner, qui n'a pas su prolonger la vie, etc. Même celui qui a construit en zone inondable devient une victime que l'Etat doit indemniser lorsque le niveau de l'eau dépasse ses limites habituelles.

Plutôt que de vivre dans l'angoisse du loup et de s'astreindre aux obligations qu'impose la perception de la menace, « je » a choisi de nier l'existence de la bête afin de se consacrer à la satisfaction de ses désirs. Il a remplacé le principe de réalité par le principe de plaisir. Par conséquent, pour reprendre le conte des trois petits cochons, il a abandonné la maison de pierres construite par ses parents pour aller habiter une maison de paille.

« Je » n'étant plus assujéti ni à « nous » ni au réel, les droits ont pris l'ascendant sur les devoirs, ces derniers revenant à « nous ». Plaisir et droit ont d'ailleurs fini par se confondre. Le plaisir n'est plus la résultante d'un effort, d'un mérite, mais un droit de principe, fondant le sens de la vie, exigible sans contrepartie, sans considération non plus pour ce qu'il coûte à « nous ».

Devenu roi par sa régression, mais ne voulant rien céder pour autant de son honorabilité, « je » agit au nom de grands principes, qu'il pervertit donc...

La générosité, qui est une valeur essentielle au lien social, est devenue un artifice visant à flatter l'égo. L'aide n'est plus fondée sur les besoins réels

de ceux à qui elle est destinée, ni sur les ressources dont « nous » dispose, mais sur l'image flatteuse qu'elle va construire de « je » qui la prodigue sur le compte de « nous ». Ainsi, des Français (de souche comme d'adoption) sont-ils abandonnés à la misère et à la violence dans l'indifférence générale, tandis qu'une multitude de « je-rois » se bouscule pour venir en aide aux immigrés clandestins, qu'il s'agisse d'authentiques réfugiés ou d'opportunistes sans scrupule. Le nouveau système de « valeurs » de « je-roi » fait qu'il est plus gratifiant de descendre dans la rue pour réclamer le retour d'un clandestin expulsé, même s'il l'a été pour actes de délinquance, que de secourir un paysan honnête, mais endetté, au bord du suicide.

Ainsi va la France. Dans cette dynamique folle, les marchands de rêves prospèrent. Ils promettent l'impensable, et sont suivis. Ils donnent des interprétations fantaisistes des signaux d'alerte qui se multiplient, et sont écoutés. Le pays continue donc de se désagréger. Le loup (il faudrait dire les loups) est déjà là, a commencé à se repaître de nos pauvres vies. Mais sa chasse est impossible, puisqu'il n'existe pas dans le monde virtuel de « je-roi », qui décide encore de tout. Crier au loup est même un délit qui, dans le meilleur des cas, vous classe à l'extrême droite, dans le pire des cas vous envoie devant les tribunaux – pour une mise à mort sociale. Ceux, de plus en plus nombreux, qui ont vu la bête de près, qui ont subi ses morsures, sont donc encouragés à se tourner vers les mouvements d'extrême droite qui sont les seuls à dénoncer sa présence. Ces mouvements se renforcent donc. Mais, là encore, au lieu de voir et de traiter la cause de cette dynamique, le déni de réalité reste de rigueur. La montée de l'extrême droite est interprétée, non pas comme l'ultime signal d'alerte avant la catastrophe nationale, mais comme une menace en soi, à neutraliser...

Roland Le Cor
Sociologue



LE SUICIDE CHEZ NOS PAYSANS

L'Institut de veille sanitaire (InVS) a publié le 10 octobre 2013 les résultats de la première analyse de mortalité par suicide portant sur des données nationales exhaustives concernant les agriculteurs exploitants pour les années 2007, 2008 et 2009. Au cours de ces trois années, 417 hommes et 68 femmes se sont donné la mort. Comparativement à la population générale de même âge, les chiffres chez les hommes montrent une surmortalité par suicide de 28 % en 2008 et de 22 % en 2009. Ce sont particulièrement les filières d'élevage bovins-lait et bovins-viande qui sont concernées. Même si l'étude ne visait pas à relever les causes de cette surmortalité, l'InVS signale cependant que ces taux élevés coïncident dans le temps avec les problèmes financiers rencontrés dans ces filières.

Ces problèmes financiers sont bien connus. A titre d'exemple, une étude commandée par l'European Milk Board (EMB) a montré que, en 1992, le prix de revient moyen du lait en France a été de 39,17 centimes par kg. Les producteurs laitiers n'ont cependant perçu, cette année-là, qu'une moyenne de 31,4 centimes par kg, ce qui signifie qu'ils ont eu un déficit moyen de 8 centimes par kg. Comment s'étonner, dans ces conditions, que des producteurs laitiers cessent leur activité, ou pire encore... Et le problème est le même pour la viande.

Avez-vous le souvenir d'avoir un jour réclamé ou accepté une loi qui permettrait à des négociants d'acheter à nos paysans du lait ou de la viande en-dessous de leur coût réel ? Non, évidemment. Alors, pourquoi cela est-il devenu possible ?

Si nous posons la question, un économiste s'empressera de nous expliquer que c'est dans l'ordre des choses : dans une économie globalisée privilégiant la loi de l'offre et la demande, il est essentiel de distinguer,

pour un produit donné, *coût intrinsèque* (prix de revient) et *valeur marchande*. Voilà pour le début. Si nous le laissons poursuivre, viendra fatalement un moment où nous ne comprendrons plus rien. Jusqu'à la conclusion du moins qui, elle, sera limpide : si, pour rendre justice aux paysans, nous changeons quelque chose à notre nouveau système économique, c'est toute une mécanique porteuse d'espoirs et de progrès qui se gripperait.

Ce que nous proposent les experts qui ont pris notre destin en main, c'est en réalité de troquer nos agriculteurs contre la promesse de « lendemains qui chantent ».

La question humaine n'est pas seule en jeu. Tous les secteurs d'activité qui permettent au citoyen de s'abriter, se chauffer, se nourrir et se protéger, sont des secteurs stratégiques. Voudrions-nous dépendre, pour nos futurs approvisionnements en lait, viande et blé, des importations, alors que nous avons été jusqu'ici une puissance agricole ? Pourquoi abandonner, en échange d'avantages lointains et hypothétiques, ce que les pays en voie de développement tentent péniblement, sinon désespérément, d'acquiescer ? Il y a des activités qui ne peuvent pas tomber dans la stricte logique marchande sans que nous ne perdions notre souveraineté, et donc notre sécurité. C'est facile à comprendre pour une armée et des forces de polices ; il faudrait également le comprendre pour l'agriculture – ainsi que pour l'agroalimentaire d'ailleurs. Et le rôle des experts, économistes, financiers et autres, n'est pas de nous expliquer pourquoi nous devons accepter l'inacceptable, avec les drames humains que cela implique, mais comment nous devons faire pour nous préserver face à l'évolution du monde.

Contrairement à ce que certains d'entre eux voudraient nous faire croire, renoncer n'est pas s'adapter. Si

une forêt brûle, un pompier est tenu d'aller combattre l'incendie, quelles que soient ses chances de succès, pas de se muer en expert chargé de nous expliquer, du fond de sa caserne, que la forêt est perdue compte tenu de la force du vent, de l'hygrométrie de l'air, des essences d'arbre en jeu, de la composition chimique du retardant largué par Trackers, etc.

Ainsi donc, nous, citoyens, devrions affirmer notre volonté de sauver nos paysans ainsi que notre agriculture et, même plus, exiger des pratiques qui respectent la terre et les bêtes. A nos élus de s'entourer d'experts compétents et motivés afin de trouver les solutions aux défis posés – sans évidemment recourir aux éternelles subventions qui enchaînent plus qu'elles ne libèrent.

Partant de là, pour revenir à l'exemple donné plus haut, nous guetterons le moment où la *valeur marchande* des produits de la ferme sera systématiquement et définitivement supérieure aux *coûts intrinsèques*. Si nos élus échouent dans leur mission, il s'agira simplement de les remplacer.

Pour des raisons autant humaines que stratégiques, la sauvegarde de nos paysans et la promotion d'une agriculture responsable devraient être érigées en causes nationales.

Gaël Le Rouge
Philosophe

Amis lecteurs, c'est encore sur une note patriotique que se termine ce second numéro.

En espérant avoir alimenté votre réflexion sur les questions graves qui touchent la France et le monde, nous comptons sur vous pour diffuser le Canard patriote.

La rédaction